

Délibération 3.04
BP 2019

Intervention de Stéphane BARRE

Il y a quelques semaines, lors du débat d'orientations budgétaires, nous vous avons tendu la main ou plutôt la perche, pour vous éviter la noyade en reproduisant à notre échelle départementale, les écueils qui accompagnent depuis plus de 10 ans les politiques et stratégies publiques établies à l'étage du dessus.

A la lecture de ce projet de budget 2019, nous n'avons pas eu besoin d'aller bien loin pour nous apercevoir que vous avez ignoré tout **et** partie de ce que nous vous avons proposé.

Je ne sais pas si vous prenez bien toute la mesure de ce que le pays dit à ses dirigeants, en Seine-Maritime comme ailleurs, dans tous les territoires, ruraux comme urbains, mais franchement votre réaction ou plutôt votre absence de réaction fait peur.

Nous sommes de par notre vocation en première ligne sur le front social, sur les fronts sociaux : celui de l'emploi via l'insertion, celui du logement, celui de la famille et de l'enfance, celui des personnes âgées, celui de l'éducation...

et vous, vous gérez tranquillement la collectivité des solidarités comme on peut gérer une entreprise dans un climat fleurissant. Vous faites de la comptabilité. Vous cherchez à lui assurer pour dans 10 ans un niveau d'endettement conforme à une situation banalisée, expurgée de la crise, où la vie serait plus belle pour tout en chacun.

Mais nous, ce qui nous préoccupe, ce n'est pas de savoir comment se portera notre collectivité dans 10 ans.

Ce qui nous préoccupe c'est de savoir comment notre collectivité se comporte aujourd'hui, dans le contexte que nous connaissons tous, où la crise tape dur et fait mal. Une crise qui fabrique maintenant bien des maux qui risquent d'assombrir l'horizon dans 10 ans justement si rien n'est fait aujourd'hui.

Face à ces enjeux, dans ce contexte lourd et inquiétant, le bouclier social que nous appelons de nos vœux se transforme en bouclier comptable pour faire plaisir aux banques et au gouvernement.

Les dotations pour le fonctionnement de nos collèges publiques sont à un niveau historiquement bas.

Il n'y a aucun acte budgétaire fort de donner concernant nos services sociaux et leur nécessaire renforcement pour se corrélent tout simplement à l'évolution des urgences sociales que tous nos rapports pourtant démontrent.

Aucun dispositif nouveau se proposant de compléter, même momentanément, les existants pour prendre en compte la situation exceptionnelle à laquelle nous devons faire face, à laquelle les seinomarine doivent faire face.

Bien sur que les dépenses liées aux allocations de solidarité obligatoires progressent fortement, encore heureux puisqu'elles sont obligatoires. Vous n'alliez tout de même pas refaire votre erreur d'appréciation de l'année dernière en extrapolant une embellie économique très limitée qui relevait plus du fantasme.

10 millions de plus pour le RSA entre le BP 2018 sous-évalué dans ce domaine et ce que le BP 2019 propose.

D'ailleurs nous notons que cette somme supplémentaire à débourser correspond presque exactement à ce que nous allons percevoir en termes de produit supplémentaire de la fiscalité directe entre 2018 et 2019.

Ce n'est donc pas la hausse des allocations de solidarité obligatoires qui pourrait expliquer une quelconque nécessité de procéder à des tours de visse sur notre budget.

Mais surtout nous avons noté que les dépenses de personnel diminuent de 3,19 %. Un chiffre qui compte tenu des hausses obligatoires qu'entraînent les déroulements de carrière, le GVT, nous donne un aperçu du niveau de recul que nous appliquons à notre capital humain pour reprendre mon développement de ce matin.

On ne peut même pas vous dire cette année que le compte n'y est pas, tellement ce budget et ses priorités nous semblent en décalage avec la réalité.

Alors bien sur que l'objectivité nous conduit à reconnaître qu'ici et là certains signes sont donnés : le Plan jeunesse, le frétillage plutôt d'ailleurs qu'une véritable relance de l'investissements comme vous l'annonciez le mois dernier mais la tendance est tout de même là, ou encore l'accompagnement de l'ANRU, le budget du SDIS, la poursuite de l'aménagement numérique.

Sans oublier les aides aux communes que nous avons souligné tout à l'heure.

Et j'ajouterai : encore heureux que tout n'est pas à rejeter !

Mais vous l'aurez compris, nous sommes très loin du compte au regard de l'urgence sociale qui s'exprime et se constate.

Nous sommes très loin du compte des moyens et décisions qu'appellent l'Etat d'urgence sociale.

Oui les contraintes existent mais ne vous cachez pas derrière elles. Tout est une question de choix. Vous faites de la politique, nous aussi.

La dette d'un milliard pèse sur notre fonctionnement c'est un fait, même si au passage nous vous trouvons bien timide pour aller réclamer notre dû auprès de l'Etat pour l'ardoise qu'il nous laisse : 70 Millions de baisses de dotation depuis 2013...

Plutôt que de capituler en signant un contrat de contraintes répondant aux objectifs qu'il assigne aux collectivités, vous devriez organiser la mobilisation pour aller chercher la réparation de la véritable cause de notre dette actuelle.

Par votre signature sur ce contrat, vous nous dites : l'hémorragie s'arrête. Peut être bien, mais on efface l'ardoise ? On renonce à récupérer ce qu'il nous a ponctionné pendant toutes ces années ?

Enfin bref, la dette est lourde c'est clair, mais votre politique dogmatique de surdésendettement est non seulement une faute dans le contexte d'urgence sociale mais un non sens budgétaire.

Un budget est par nature annuel, il doit s'enraciner dans le réel et non servir à construire celui que vous voudriez disposer dans 10 ans.

Or le calcul est simple : pour diminuer au plus vite ce milliard de dette, vous ponctionnez depuis votre installation, plus de 20 Millions par an sur le budget, 34 en moyenne en comptant l'apport des transferts à la Métropole, au détriment par conséquent de tout le reste de nos missions.

A l'aube du budget 2019, cela fait 135 Millions. Vous en aviez annoncé, comme objectif, 120 à la fin du mandat.

Ainsi, sur une année, en moyenne, vous nous privez de 20 Millions qu'il faut donc aller chercher en rognant d'autres budgets ou en diminuant notre capital humain, pour contribuer dans le même temps à gagner, environ 3 à 4 Millions d'économies par la diminution des charges financières versées aux banques.

En neutralisant l'aubaine des transferts, vous privez les budgets utiles de la collectivité de 16 à 17 Millions par an en pleine urgence sociale.

Et encore ce chiffrage est basé sur la prise en compte de l'intégralité de la diminution des charges financières sur un an alors que de toute façon, même sans votre zèle, elles diminueraient aussi. Certes dans une moindre proportion, mais le mouvement serait toujours à la baisse.

Le niveau de la dette diminue mécaniquement chaque année en raison notamment de notre modeste niveau d'investissements et d'une gestion fatalement limitée de recours à l'emprunt.

Et le faible niveau des taux d'intérêt depuis plusieurs années, facilite la diminution de la dette par les renégociations que vous opérez à juste titre.

En maintenant à 10 Millions l'effort annuel pour cette politique de surdésendettement, c'est-à-dire son niveau à votre arrivée, nous aurions un bouclier social de 10 Millions à injecter en 2019 et vous pouviez en même temps tenir vos engagements de campagne le plus naturellement du monde sans avoir besoin d'en faire trop.

Votre politique peut donc s'entendre dans des périodes heureuses, économiquement heureuses, mais pas dans les heures sombres que nous ne finissons pas de traverser.

Vous travaillez pour dans 10 ans au risque de plomber notre collectivité au moment où on a le plus besoin d'elle.

Notre collègue aux finances Luc Lemonnier voulait en novembre que nous sortions de notre présumée expression romantique, cette fois les chiffres sont sur la table. **Votre politique coûte socialement, au bas mot, 17 millions par an.**

Quant à l'argument suprême consistant à nous rappeler que ce zèle conduit les banquiers à reconsidérer notre collectivité comme un bon élève, de grâce, éviter de le brandir de nouveau.

Ce qui nous préoccupe aujourd'hui ce n'est pas l'avis des Banques, sauf celui de la Banque alimentaire.

Des banques qui feraient mieux au lieu de distribuer des bons et mauvais points aux collectivités, de se souvenir que ce sont les gilets jaunes et leurs impôts qui les ont sauvé en 2008 après qu'elles aient dérapé grave.

En conclusion, vous nous présentez un budget 2019 qui est un budget de gestion, pas un budget de crise. Ce n'est même pas un budget de gestion de crise.

Nous ne le cautionnerons pas.